

Face à la crise capitaliste et au fascisme, Riposte sociale

Des décennies d'économie libérale débridée, de recherche de profits maximums, de libre concurrence et de financiarisation folle ont généré une crise économique, conduisant ses sbires, patrons, actionnaires, banquiers... à exploiter toujours plus les salarié-e-s et en particulier les précaires avec l'aide de la caste politicienne et des gouvernements de tout bord.

QUE LE GOUVERNEMENT SOIT DE DROITE OU SOCIALISTE, L'ETAT EST AU SERVICE DU CAPITAL

Poursuivant la logique de réduction du déficit budgétaire et de la dette publique, le gouvernement Ayrault marche dans les pas de l'UMP et des politiques libérales. Les secteurs de l'industrie, du bâtiment, des transports, des télécommunications subissent une véritable saignée: licenciements en cascade, non remplacement des nouveaux-elles retraité-e-s, départs volontaires encouragés (ou très vivement conseillés!) Quant aux services publics (hôpitaux, éducation, secteurs médico-sociaux, collectivités territoriales...), la situation est

toute aussi dramatique: gel des salaires, recours aux contrats précaires, diminution des effectifs, dénonciation des conventions collectives et privatisations qui ont un impact tant sur les salarié(e)s que les usager(e)s.

Mais cela ne suffisait pas! L'Etat continue de servir la soupe au patronat, en octroyant un crédit d'impôts de 20 milliards d'Euros aux entreprises permettant aux actionnaires de s'enrichir toujours plus et en instaurant le projet de loi de «flexisécurité» (transposition de l'Accord National Interprofessionnel signé par le MEDEF et les dirigeants des syndicats CFDT, CGC-CGE, et CFTC). Ils pourront disposer des salarié(e)s comme ils l'entendent, en fonction de leurs seuls besoins et intérêts: baisse des salaires en cas de difficultés conjoncturelles et licenciement «pour motif personnel» pour ceux et celles qui s'y opposeraient, facilitation des mobilités forcées et des licenciements sans obligation de reclassement pour les entreprises etc...

Ces attaques contre nos droits et nos conditions de vie ne sont qu'un début. Les prochaines négociations UNEDIC destinées à définir les règles de l'indemnisation des chômeurs s'annoncent inquiétantes et il en est de même pour la nouvelle réforme des retraites, avec comme projet du gouvernement socialiste une réduction des pensions ou un allongement des cotisations, voir les deux à la fois!

Dans ce contexte de crise sociale, ce que craint la bourgeoisie c'est une révolte populaire de grande ampleur. Pour la prévenir, elle va favoriser des mouvements nationalistes qui se développent sur fond de misère sociale et dévient la colère populaire sur des boucs émissaires, qui mettent en avant la guerre du «tous contre tous» et du «chacun pour soi» comme alternative à l'affrontement de classe.

Pour cela, ils endorment les foules et les détournent des luttes sociales en leur inventant des ennemis intérieurs à l'instar des immigré-e-s, des internationalistes «qui les soutiennent et se moquent des frontières», des syndicalistes «complices de la mondialisation du travail» et dans le contexte actuel les associations LGBT (Lesbiennes-Gays-Bis-Trans) qui menaceraient l'ordre moral de la société.

Ces mouvements développent les thèses classiques du fascisme, opposant la classe ouvrière française aux minorités nationales et sexuelles, pour se donner une image anticapitaliste, alors qu'ils prennent systématiquement le parti des patrons lors des mouvements sociaux, au nom de la «défense des intérêts de la nation». En cela ils font le jeu des patrons, trop content de cette logique de division, quand ils ne leur servent pas de gros bras pour briser les luttes.



Ces mouvements nationalistes s'appuient sur le vieux fond de nationalisme présent dans quasiment tous les courants politique, qu'ils tirent jusqu'à ses conclusions les plus brutales, en mettant en avant un capitalisme protectionnisme opposé artificiellement au «capitalisme financier» qu'ils associent aux juifs dans leur vision raciste du monde, un Etat fort, la création d'un «ordre nouveau» sur le modèle de la «révolution nationale vichyste», fondé sur l'oppression des minorités.

La stratégie des fascistes consiste en une agitation permanente contre tout ce qui va dans le sens de l'égalité économique et sociale, articulée à une stratégie de contrôle des territoires. Et sur Lyon c'est dans les quartiers de St Jean, de la Guillotière et de la Croix rousse que les nerfs fascistes (GUD, Jeunesses nationalistes et jeunes identitaires) ciblent leurs attaques sur les minorités noires, juives, turques, roms et arabes, homosexuel-le-s, militants ou militantes de gauche ou libertaires, acteurs-trices des mouvements sociaux, mais aussi des bars et autres lieux de vie. Il s'agit de faire taire les militant-e-s du mouvement social et ouvrier en exerçant des pressions physiques sur leurs membres, et de susciter la peur en appelant à se constituer en milice pour faire régner l'ordre et réprimer toute contestation, insoumission et révolte populaire dans les quartiers.

QUELLES ALTERNATIVES AU FASCISME ET AU CAPITALISME

Face à cette situation, il nous semble fondamental de développer l'autodéfense antifasciste populaire, sur une base collective et organisée. Les organisations populaires et syndicales ont tout intérêt à prendre part à l'organisation de cette autodéfense, s'en sans remettre à l'Etat qui fait preuve d'une complaisance de fait envers les groupes fascistes, quelles que soient les proclamations d'intention qu'il puisse faire de manière opportuniste.

Mais à côté de cette nécessaire autodéfense, il est aussi important de continuer à œuvrer pour renforcer les luttes actuelles, les populariser, les soutenir et d'en initier d'autres, dans une perspective anticapitaliste, permettant le développement des capacités de gestion directe des travailleuses et travailleurs. L'éradication du fascisme passe par la lutte contre le capitalisme, le patriarcat et toutes les formes d'oppression.

Dans ce cadre, ce ne sont pas les condamnations morales dont la gauche se fait une spécialité qui feront reculer le fascisme, mais les luttes populaires, notamment contre les politiques antisociales (de droite ou de gauche) qui favorisent son développement.

Les organisations anarchistes CGA, AL, Organisation Communiste Libertaire-Lyon, FA et le collectif La Gryffe luttent dès à présent pour :

- le retrait de l'ANI ;
- l'augmentation généralisée des salaires ;
- la réduction de l'éventail hiérarchique des salaires ;
- la réquisition et l'autogestion des entreprises, notamment celles en lutte ;
- la réduction massive du temps de travail ;
- la reconquête par les salariés de la protection sociale ;
- la régularisation de tous et toutes les sans-papier.

De telles avancées sociales ne pourront pas s'obtenir par le biais de la politique électorale et institutionnelle, mais en développant les luttes et l'organisation dans nos entreprises et nos quartiers, pour construire une alternative au capitalisme et à l'Etat, fondée sur la réorganisation et la gestion directe de l'économie et de la société par les travailleuses et travailleurs, avec ou sans emploi.

Nous n'aurons que ce que nous saurons prendre!

Contacts

AL - alternativelibertaire69@gmail.com

CGA - groupe-lyon@c-g-a.org

OCL - ocl-lyon@laposte.net

La gryffe - librairie@lagryffe.net

FA - groupe@vivre-libre.org



Organisation **C**ommuniste **L**ibertaire



Pas de fachos dans nos quartier et pas de quartier pour les fachos

Rejoignez le cortège libertaire le 1er mai à LYON